

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

PARLEMENT WALLON

[C – 2023/48796]

Avis de recrutement

Le Parlement de Wallonie recrute :

- un attaché (m/f/x) pour le Service des biens et services de la Direction de la logistique ;
- un attaché (m/f/x) pour le Service des bâtiments de la Direction de la logistique ;
- un attaché (m/f/x) pour le Service informatique de la Direction de la logistique.

Toutes les informations utiles sont accessibles sur le site web du Parlement de Wallonie www.parlement-wallonie.be - rubrique Avis de recrutement.

L'attention est attirée sur le fait que la date limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 février 2024.

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2024/000048]

Extrait de l'arrêt n° 5/2024 du 11 janvier 2024

Numéro du rôle : 8086

En cause : la demande de suspension partielle du décret de la Région wallonne du 9 mars 2023 « relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique », introduite par l'ASBL « Recupel » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents P. Nihoul et L. Lavrysen, et des juges S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin et M. Plovie, assistée du greffier N. Dupont, présidée par le président P. Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la demande et procédure

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 octobre 2023 et parvenue au greffe le 10 octobre 2023, une demande de suspension partielle du décret de la Région wallonne du 9 mars 2023 « relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique » (publié au *Moniteur belge* du 31 juillet 2023; *erratum* au *Moniteur belge* du 25 octobre 2023) a été introduite par l'ASBL « Recupel », l'ASBL « Bebat », l'ASBL « Recytyre », l'ASBL « Techlink », l'ASBL « Agoria », l'ASBL « Traxio », l'ASBL « Groupement professionnel belge des Importateurs et Concessionnaires d'Usines d'Outillage », l'ASBL « Fédération Belge des Fournisseurs de Machines, Bâtiments et Equipements et services connexes pour l'Agriculture et les Espaces verts » et la SA « Sortbat », assistées et représentées par Me D. Lagasse, avocat au barreau de Bruxelles.

Par la même requête, les parties requérantes demandent également l'annulation partielle du même décret.

(...)

II. En droit

(...)

Quant à la demande de suspension

B.1.1. À titre principal, les parties requérantes demandent la suspension de l'article 123, § 1^{er}, 24° à 28°, du décret de la Région wallonne du 9 mars 2023 « relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique » (ci-après : le décret du 9 mars 2023). Cette demande de suspension est fondée sur l'article 20, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle (ci-après : la loi spéciale du 6 janvier 1989).

À titre subsidiaire, les parties requérantes demandent la suspension des articles 123, § 1^{er}, 24° à 28°, 127, § 1^{er}, 128, § 2, 129, § 1^{er}, 132, § 1^{er}, 137, § 1^{er}, 138, § 1^{er}, 6° et 7°, 140, 159, 2°, 160, 1° et 9°, 204, 39°, 269 et 271, § 1^{er}, du décret du 9 mars 2023. Cette demande de suspension est fondée sur l'article 20, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle.

B.1.2. Les parties requérantes affirment que la suspension de l'article 123, § 1^{er}, 24° à 28°, du décret du 9 mars 2023, qu'elles demandent à titre principal, permettrait de rendre inapplicable l'entiereté du titre 2 de ce décret. Le Gouvernement wallon ne contredit pas cette affirmation.

Quant au titre 2 du décret du 9 mars 2023

B.2.1. Le décret du 9 mars 2023 abroge et remplace le décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 « relatif aux déchets » (ci-après : le décret du 27 juin 1996), afin de moderniser la législation de la Région wallonne en matière de droit des déchets et d'intégrer dans la législation décrétable wallonne les nombreuses dispositions de droit européen qui ont été adoptées en cette matière (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2022-2023, n° 1180/1, p. 4). Le titre 2 du décret du 9 mars 2023 réforme le système de la responsabilité élargie des producteurs de produits, lequel trouve son origine dans la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 « relative aux déchets et abrogeant certaines directives », modifiée par la directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 « modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets ».

B.2.2. Le régime de la responsabilité élargie des producteurs de produits est constitué d'un « ensemble de mesures prises pour veiller à ce que les producteurs de produits assument la responsabilité financière ou la responsabilité financière et organisationnelle de la gestion de la phase 'déchets' du cycle de vie d'un produit » (article 123, § 1^{er}, 1°, du décret du 9 mars 2023). Ce régime s'applique à l'égard des déchets énumérés à l'article 121, § 2, du décret du 9 mars 2023, dont les déchets d'équipements électriques et électroniques (EEE), les déchets de piles et accumulateurs et les véhicules hors d'usage. Ce régime impose un certain nombre d'obligations aux producteurs de produits visés.

Conformément à l'article 127, § 2, du décret du 9 mars 2023, le producteur peut soit remplir ses obligations lui-même, via un plan stratégique individuel, soit faire exécuter ses obligations via « un organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits par l'administration ou par le Gouvernement sur recours administratif, conformément au chapitre 2, section 5, et au chapitre 5, du [titre 2] et leurs mesures d'exécution, et auquel il a adhéré, auquel cas il est réputé satisfaire à ses obligations dès et tant qu'il établit avoir contracté avec ledit organisme agréé directement ou par l'intermédiaire d'une personne habilitée à le représenter ».

Quant à la demande de suspension à titre principal

En ce qui concerne la disposition attaquée

B.3. La demande de suspension à titre principal vise l'article 123, § 1^{er}, 24° à 28°, du décret du 9 mars 2023. L'article 123 contient les définitions qui sont spécifiques au titre 2 du décret.

Les 24° à 28° du paragraphe 1^{er} de cet article définissent :

« 24° le ' producteur de produits ' : toute personne visée aux 25°, 26°, 27° ou 28° selon le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné;

25° le ' producteur d'EEE ' : toute personne physique ou morale qui, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par vente à distance conformément aux dispositions de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique :

est établie sur le territoire belge et fabrique des EEE sous son propre nom ou sa propre marque, ou fait concevoir ou fabriquer des EEE, et les commercialise sous son propre nom ou sa propre marque sur le territoire belge;

est établie sur le territoire belge et y revend, sous son propre nom ou sa propre marque, des équipements produits par d'autres fournisseurs, le revendeur ne devant pas être considéré comme ' producteur ' lorsque la marque du producteur figure sur l'équipement conformément au point a);

est établie sur le territoire belge et met sur le marché belge, à titre professionnel, des EEE provenant d'un pays tiers;

ou;

est établie en dehors du territoire belge et vend des EEE, par vente à distance au sens de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique, directement ou par le biais d'une place de marché en ligne, aux ménages privés ou à d'autres utilisateurs que des ménages privés en Belgique;

26° le ' producteur de piles ou d'accumulateurs ' : toute personne qui, indépendamment de la technique de vente utilisée, y compris les techniques de vente à distance conformément aux dispositions de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique, met des piles ou des accumulateurs, y compris ceux qui sont intégrés dans des appareils ou des véhicules, sur le marché pour la première fois sur le territoire belge à titre professionnel, que ce soit ou non pour son propre usage;

27° le ' producteur de véhicules ' : le constructeur d'un véhicule ou l'importateur professionnel d'un véhicule sur le territoire belge;

28° le ' producteur d'autres produits ' : toute personne physique ou morale qui, quelle que soit la technique de vente, y compris par vente à distance au sens de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique :

est établie sur le territoire belge et fabrique un produit autre que visé aux 5° à 7° sous son propre nom ou sa propre marque, ou le fait concevoir ou fabriquer et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque sur le territoire belge;

est établie sur le territoire belge et y revend, sous son propre nom ou sa propre marque, un produit autre que visé aux 5° à 7° fabriqué par d'autres fournisseurs, le revendeur ne devant pas être considéré comme producteur lorsque la marque du producteur figure sur ledit produit, conformément au point a);

est établie sur le territoire belge et met sur le marché, à titre professionnel, un produit autre que visé aux 5° à 7° provenant d'un pays tiers;

est établie sur le territoire belge et fabrique ou importe un produit autre que visé aux 5° à 7° et l'affecte à son propre usage, à titre professionnel sur le territoire belge; ou;

est établie en dehors du territoire belge et vend un produit autre que visé aux 5° à 7° par une technique de vente à distance au sens de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique, directement ou par l'intermédiaire d'une place de marché en ligne aux ménages privés ou à des utilisateurs autres que les ménages privés sur le territoire belge ».

En ce qui concerne les conditions de la suspension

B.4.1. Les parties requérantes fondent leur demande de suspension sur l'article 20, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, qui dispose :

« Sans préjudice de l'article 16^{ter} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 5^{ter} de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la suspension ne peut être décidée que :

[...]

2° si un recours est exercé contre une norme identique ou similaire à une norme déjà annulée par la Cour constitutionnelle et qui a été adoptée par le même législateur ».

B.4.2. L'amendement qui a abouti à l'ajout, par la loi spéciale du 9 mars 2003, des mots « ou similaire » dans le texte de l'article 20, 2°, était ainsi motivé :

« Cette modification vise à renforcer l'autorité des arrêts de la Cour, en rendant une suspension aussi possible lorsqu'une instance législative tente de se soustraire à cette autorité en édictant de nouvelles normes, qui, s'il est vrai qu'elles ont été légèrement modifiées, ne permettent toujours pas, sur le fond, de lever les objections qui ont conduit la Cour d'arbitrage à prendre un précédent arrêt d'annulation. En pareil cas, il n'y a aucune raison d'exclure la procédure de suspension, ce que l'on faisait jusqu'à présent, en raison de la rigidité de la formulation de l'article 20 » (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-897/4, p. 10).

B.4.3. Lorsque la suspension est demandée sur la base de l'article 20, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, la Cour ne doit examiner ni le caractère sérieux des moyens ni l'existence d'un risque de préjudice grave difficilement réparable, mais elle doit rechercher si la disposition attaquée est identique ou similaire à une disposition prise par le même législateur et précédemment annulée par la Cour.

En ce qui concerne le caractère identique ou similaire aux normes annulées de la norme attaquée

B.5.1. Par son arrêt n° 37/2018 du 22 mars 2018 (ECLI:BE:GHCC:2018:ARR.037), la Cour a annulé l'article 79 du décret de la Région wallonne du 23 juin 2016 « modifiant le Code de l'environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement », en ce qu'il insérait l'article 8^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le décret de la Région wallonne du 27 juin 1996.

L'article 8^{bis}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 annulé par la Cour disposait :

« Le Gouvernement peut soumettre au régime de la responsabilité élargie des producteurs les personnes visées à l'article 2, 20° [lire : 20°*bis*], qui mettent sur le marché en Wallonie des biens, produits ou matières premières ».

B.5.2. Par cet arrêt, la Cour a jugé :

« B.9.1. Il résulte de la combinaison de la disposition attaquée avec l'article 2, 20°*bis*, du décret du 27 juin 1996 que la responsabilité élargie des producteurs instituée par le décret attaqué s'impose à ' toute personne physique ou morale qui fabrique ou importe un produit sous sa propre marque ou non et soit l'affecte à son usage propre au sein de ses établissements industriels ou commerciaux, soit le met sur le marché wallon, quelle que soit la technique de vente utilisée, à distance ou non ', et à toute ' personne physique ou morale qui revend des produits fabriqués par d'autres fournisseurs sous sa propre marque ', dès le moment où elles mettent sur le marché wallon des biens, produits ou matières premières.

B.9.2. Agissant dans le cadre de la compétence en matière de déchets qui lui est attribuée par l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le législateur décréto est compétent pour assurer la transposition des directives européennes précitées relatives à la gestion de certains flux de déchets pour lesquels existe une obligation de reprise devant être mise à charge des producteurs. Il lui revient, dans ce cadre, de déterminer avec précision quelles sont les personnes soumises à la responsabilité élargie des producteurs qui doivent être considérées comme responsables pour la reprise des déchets concernés.

B.10.1. L'article 10 de la directive 2006/66/CE précitée et l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2012/19/UE précitée établissent chacun des objectifs à atteindre annuellement par les Etats membres en termes de pourcentage de, respectivement, piles et accumulateurs usagés et déchets d'équipements électriques et électroniques qui doivent être collectés par rapport aux produits correspondants mis sur le marché de chaque Etat membre.

B.10.2. Compte tenu du fait qu'il n'y a pas de sous-marchés régionaux pour les produits visés, que les taux de collecte imposés par les directives européennes doivent être atteints sur l'ensemble du territoire belge et que l'obligation de reprise doit s'imposer à tous les producteurs, il apparaît inévitable que les régions adoptent de manière concertée des définitions de la personne, considérée comme le producteur, responsable de la collecte et du traitement de tout équipement électrique ou électronique et de toute pile ou de tout accumulateur mis sur le marché belge, de sorte que les obligations afférentes à tout déchet soumis à la responsabilité élargie du producteur soient prises en charge par une personne désignée comme en étant le producteur responsable. Il en va d'autant plus ainsi que la responsabilité élargie du producteur peut également comporter une obligation financière, sous la forme de cotisations payées à l'éco-organisme auquel le producteur s'est affilié. Dès lors que, sous réserve de ce qui sera examiné ci-après, les régions sont compétentes pour prendre des dispositions réglant notamment le financement de l'obligation des producteurs et le calcul des cotisations payées aux éco-organismes assurant cette obligation, il s'indique que toute situation relevant de la législation décréto relative aux déchets soumis à l'obligation de reprise soit réglée par un seul législateur régional, ce qui implique que les critères permettant de délimiter la compétence territoriale de chacun d'eux soient cohérents entre eux.

B.10.3. L'adoption par le législateur décréto de la Région wallonne, sans concertation préalable avec les législateurs des autres régions, d'une définition du producteur soumis à la responsabilité élargie, dans la mesure où elle risque de gêner la réalisation par l'Etat belge des objectifs qui lui sont imposés par l'Union européenne, viole le principe de loyauté fédérale garanti par l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution, combiné avec les dispositions invoquées au moyen ».

B.6.1. Par son arrêt n° 163/2020 du 17 décembre 2020 (ECLI:BE:GHCC:2020:ARR.163), la Cour a annulé l'article 76, 1^o, du décret-programme de la Région wallonne du 17 juillet 2018 « portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement ».

L'article 76, 1^o, du décret-programme du 17 juillet 2018 annulé par la Cour insérait, à l'article 8bis, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996, un alinéa 1^{er} rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut mettre en place des régimes de responsabilité élargie des producteurs ».

B.6.2. Par cet arrêt, la Cour, se référant à l'arrêt n° 37/2018 précité, a jugé :

« B.9. La disposition attaquée habilite le Gouvernement wallon à mettre en place des régimes de responsabilité élargie des producteurs en ce qui concerne des déchets qui sont également soumis ou susceptibles d'être soumis à un tel régime de responsabilité élargie du producteur dans les autres régions. Dans ces circonstances, indépendamment de toute norme spécifique du droit de l'Union imposant des objectifs en termes de taux de collecte de déchets par Etat membre, il s'impose que les régions adoptent de manière concertée des définitions de la notion de 'producteur', de sorte que toute situation relevant de la législation décréto relative aux déchets soumis à la responsabilité élargie du producteur soit réglée par un seul législateur régional et que toutes les obligations, notamment financières, afférentes à tout déchet soumis à la responsabilité élargie du producteur soient prises en charge par une seule personne désignée comme étant le producteur responsable.

B.10. Pour les motifs précités, ainsi que pour les mêmes motifs que ceux qui sont mentionnés dans l'arrêt de la Cour n° 37/2018, cité en B.7, le moyen unique est fondé ».

B.7.1. La disposition attaquée a pour objet de définir la notion de « producteur soumis à la responsabilité élargie des producteurs de produits » en matière de gestion des déchets. Comme la Cour l'a jugé par les deux arrêts précités, le respect de la loyauté fédérale imposé par l'article 143, § 1^{er}, de la Constitution implique que les régions doivent adopter ces définitions de manière concertée, afin que toute situation relevant de la législation décréto relative aux déchets soumis à la responsabilité élargie des producteurs soit réglée par un seul législateur régional et que toutes les obligations, notamment financières, afférentes à tout déchet soumis à la responsabilité élargie des producteurs soient prises en charge par une seule personne désignée comme étant le producteur responsable.

B.7.2. Il n'apparaît pas que le projet qui a abouti au décret du 9 mars 2023 ait été transmis aux deux autres régions en vue d'une concertation et que ces régions aient eu la possibilité d'adopter une position au sujet des définitions qu'il contient. S'il ressort de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat et des explications du Gouvernement wallon que des négociations avec les deux autres régions en vue de conclure un accord de coopération portant, entre autres, sur la définition de la notion de « producteur de produits soumis à la responsabilité élargie des producteurs de produits » étaient en cours au moment de la procédure législative qui a abouti à l'adoption du décret du 9 mars 2023, cet accord de coopération n'avait pas encore, au moment de l'adoption du décret, été signé et, *a fortiori*, il n'avait pas reçu les assentiments parlementaires. Il en résulte que l'on ne saurait considérer que la disposition attaquée a été adoptée après qu'une concertation avec les deux autres régions a eu lieu au sujet de la définition du « producteur soumis à la responsabilité élargie des producteurs de produits ».

B.8. La disposition attaquée peut donc être considérée comme similaire, au sens de l'article 20, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, aux dispositions annulées par les arrêts nos 37/2018 et 163/2020, dès lors qu'elle a le même objet que ces dispositions et qu'elle est entachée du même vice d'inconstitutionnalité que celui qui a été constaté par la Cour à deux reprises, dans les arrêts précités.

B.9.1. La demande de suspension à titre principal est fondée. Il y a lieu de suspendre l'article 123, § 1^{er}, 24^o à 28^o, du décret du 9 mars 2023.

B.9.2. En conséquence, il n'y a pas lieu d'examiner la demande de suspension à titre subsidiaire.

Par ces motifs,

la Cour

suspend l'article 123, § 1^{er}, 24^o à 28^o, du décret de la Région wallonne du 9 mars 2023 « relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ».

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 11 janvier 2024.

Le greffier,
N. Dupont

Le président,
P. Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C – 2024/000048]

Uittreksel uit arrest nr. 5/2024 van 11 januari 2024

Rolnummer 8086

In zake : de vordering tot gedeeltelijke schorsing van het decreet van het Waalse Gewest van 9 maart 2023 « betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid », ingesteld door de vzw « Recupel » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters P. Nihoul en L. Lavrysen, en de rechters S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin en M. Plovie, bijgestaan door de griffier N. Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter P. Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 oktober 2023 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 oktober 2023, is een vordering tot gedeeltelijke schorsing ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 9 maart 2023 « betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 juli 2023; *erratum* in het *Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 2023) door de vzw « Recupel », de vzw « Bebat », de vzw « Recytyre », de vzw « Techlink », de vzw « Agoria », de vzw « Traxio », de vzw « Belgische beroepsgroepering van invoerders en fabrieksagenten van gereedschap », de vzw « Belgische Federatie van de Toeleveranciers van Machines, Gebouwen en Uitrustingen en aanverwante diensten voor de Landbouw en voor de Groenvoorzieningen » en de nv « Sortbat », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. D. Lagasse, advocaat bij de balie te Brussel.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de gedeeltelijke vernietiging van hetzelfde decreet.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de vordering tot schorsing

B.1.1. In hoofddeorde vorderen de verzoekende partijen de schorsing van artikel 123, § 1, 24° tot 28°, van het decreet van het Waalse Gewest van 9 maart 2023 « betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid » (hierna : het decreet van 9 maart 2023). Die vordering tot schorsing steunt op artikel 20, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof (hierna : de bijzondere wet van 6 januari 1989).

In ondergeschikte orde vorderen de verzoekende partijen de schorsing van de artikelen 123, § 1, 24° tot 28°, 127, § 1, 128, § 2, 129, § 1, 132, § 1, 137, § 1, 138, § 1, 6° en 7°, 140, 159, 2°, 160, 1° en 9°, 204, 39°, 269 en 271, § 1, van het decreet van 9 maart 2023. Die vordering tot schorsing steunt op artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.1.2. De verzoekende partijen voeren aan dat de schorsing van artikel 123, § 1, 24° tot 28°, van het decreet van 9 maart 2023, die zij in hoofddeorde vorderen, het mogelijk zou maken om de volledige titel 2 van dat decreet niet-toepasselijk te maken. De Waalse Regering betwist die veronderstelling niet.

Ten aanzien van titel 2 van het decreet van 9 maart 2023

B.2.1. Bij het decreet van 9 maart 2023 wordt het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 « betreffende de afvalstoffen » (hierna : het decreet van 27 juni 1996) opgeheven en vervangen, teneinde de wetgeving van het Waalse Gewest met betrekking tot het afvalstoffenrecht te moderniseren en de talrijke Europeesrechtelijke bepalingen die in die materie zijn aangenomen, op te nemen in de Waalse decreetgeving (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2022-2023, nr. 1180/1, p. 4). Titel 2 van het decreet van 9 maart 2023 hervormt het systeem van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, dat zijn oorsprong vindt in de richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 « betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen », gewijzigd bij de richtlijn (EU) 2018/851 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 « tot wijziging van Richtlijn 2008/98/EG betreffende afvalstoffen ».

B.2.2. De regeling van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid bestaat uit een « geheel van maatregelen om ervoor te zorgen dat de producenten van producten financiële of financiële en organisatorische verantwoordelijkheid nemen voor het beheer van de afvalfase van de levenscyclus van een product » (artikel 123, § 1, 1°, van het decreet van 9 maart 2023). Die regeling is van toepassing ten aanzien van de in artikel 121, § 2, van het decreet van 9 maart 2023 opgesomde afvalstoffen, waaronder afval van elektrische en elektronische apparatuur (EEA), afval van batterijen en accu's en afgedankte voertuigen. Die regeling houdt een aantal verplichtingen in voor de beoogde producenten van producten.

Overeenkomstig artikel 127, § 2, van het decreet van 9 maart 2023 kan de producent hetzij zelf aan zijn verplichtingen voldoen, door middel van een individueel strategisch plan, hetzij zijn verplichtingen laten uitvoeren via « een organisatie die overeenkomstig hoofdstuk 2, afdeling 5, en hoofdstuk 5 van [titel 2] en de uitvoeringsbepalingen daarvan door de administratie of door de Regering in administratief beroep is erkend in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten en waarbij hij zich heeft aangesloten, in welk geval hij wordt geacht aan zijn verplichtingen te hebben voldaan zodra en zolang hij aantoonst dat hij rechtstreeks of via een tot vertegenwoordiging bevoegde persoon met deze erkende organisatie een overeenkomst heeft gesloten ».

*Ten aanzien van de vordering tot schorsing in hoofddeorde**Wat betreft de bestreden bepaling*

B.3. De vordering tot schorsing in hoofddeorde heeft betrekking op artikel 123, § 1, 24° tot 28°, van het decreet van 9 maart 2023. Artikel 123 bevat de definities die specifiek zijn voor titel 2 van het decreet.

Het 24° tot 28° van paragraaf 1 van dat artikel definiëren :

« 24° ' producent van producten ' : elke persoon bedoeld in 25°, 26°, 27° of 28° afhankelijk van de betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;

25° ' EEA producent ' : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die ongeacht de verkoopstechniek, met inbegrip van communicatie op afstand overeenkomstig de bepalingen van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht :

is gevestigd op het Belgisch grondgebied en onder zijn eigen naam of merk EEA vervaardigt, of EEA laat ontwerpen of vervaardigen die hij onder zijn naam of merk op het Belgisch grondgebied verhandelt;

is gevestigd op het Belgisch grondgebied en op het Belgisch grondgebied onder zijn eigen naam of handelsmerk apparatuur wederverkoopt die door andere leveranciers is geproduceerd; hierbij wordt de wederverkoper niet als ' producent ' aangemerkt wanneer het merkteken van de producent overeenkomstig punt a) op het apparaat zichtbaar is;

is gevestigd op het Belgisch grondgebied en [...] beroepsmatig EEA op de Belgische markt [brengt] die afkomstig zijn van een derde land of;

buiten het Belgische grondgebied is gevestigd en EEA op afstand verkoopt in de zin van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht, rechtstreeks of via een elektronische marktplaats, aan particuliere huishoudens of aan andere gebruikers dan particuliere huishoudens in België;

26° ' producent van batterijen of accu's ' : eenieder die, ongeacht de gebruikte verkoopstechniek, met inbegrip van technieken voor verkoop op afstand overeenkomstig de bepalingen van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht, batterijen of accu's, met inbegrip van die welke in apparaten of voertuigen zijn ingebouwd, beroepsmatig voor het [eerst] op het Belgische grondgebied op de markt brengt, al dan niet voor eigen gebruik;

27° ' voertuigproducent ' : de voertuigfabrikant of de beroepsimporteur van een voertuig op Belgisch grondgebied;

28° ' producent van andere producten ' : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die ongeacht de verkoopstechniek, met inbegrip van communicatie op afstand in de zin van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht :

is gevestigd op het Belgisch grondgebied en onder zijn eigen naam of merk een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° vervaardigt, of laat ontwerpen of vervaardigen dat hij onder zijn naam of merk op het Belgisch grondgebied verhandelt;

is gevestigd op het Belgisch grondgebied en op het Belgisch grondgebied onder zijn eigen naam of handelsmerk een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° wederverkoopt dat door andere leveranciers is geproduceerd; hierbij wordt de wederverkoper niet als ' producent ' aangemerkt wanneer het merkteken van de producent overeenkomstig punt a) op het product zichtbaar is;

is gevestigd op het Belgisch grondgebied en [...] beroepsmatig een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° op de Belgische markt [brengt] dat afkomstig is van een derde land;

gevestigd is op Belgisch grondgebied en een ander dan het in 5° tot en met 7° bedoelde product vervaardigt of invoert en voor eigen beroepsdoeleinden op Belgisch grondgebied gebruikt; of;

buiten het Belgische grondgebied is gevestigd en een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° op afstand verkoopt in de zin van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht, rechtstreeks of via een elektronische marktplaats, aan particuliere huishoudens of aan andere gebruikers dan particuliere huishoudens in België ».

Wat betreft de voorwaarden van de schorsing

B.4.1. De verzoekende partijen steunen hun vordering tot schorsing op artikel 20, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, dat bepaalt :

« Onverminderd artikel 16ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en artikel 5ter van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, kan slechts tot schorsing worden besloten :

[...]

2° als een beroep is ingesteld tegen een norm die identiek is met of gelijkaardig aan een reeds door het Grondwettelijk Hof vernietigde norm en die door dezelfde wetgever is aangenomen ».

B.4.2. Het amendement dat ertoe heeft geleid, bij de bijzondere wet van 9 maart 2003, de woorden « of gelijkaardig aan » in te voegen in de tekst van artikel 20, 2°, was als volgt gemotiveerd :

« Deze wijziging beoogt het gezag van de arresten van het Hof te versterken, door een schorsing ook mogelijk te maken wanneer een wetgevende instantie zich aan dit gezag probeert te onttrekken door nieuwe normen uit te vaardigen, die weliswaar licht gewijzigd zijn, maar ten gronde niet beantwoorden aan de bezwaren die het Arbitragehof hebben aangezet tot een eerder vernietigingsarrest. In een dergelijk geval is er geen reden om de schorsingsprocedure uit te sluiten, wat tot nu toe het geval was, gezien de rigide formulering van artikel 20 » (*Parl. St., Senaat, 2001-2002, nr. 2-897/4, p. 10*).

B.4.3. Wanneer de schorsing wordt gevorderd op grond van artikel 20, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, moet het Hof noch het ernstige karakter van de middelen, noch het bestaan van een risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel onderzoeken, maar moet het onderzoeken of de bestreden bepaling identiek of gelijkaardig is aan een door dezelfde wetgever aangenomen en voordien door het Hof vernietigde bepaling.

Wat betreft het met de vernietigde normen identieke of gelijkaardige karakter van de bestreden norm

B.5.1. Bij zijn arrest nr. 37/2018 van 22 maart 2018 (ECLI:BE:GHCC:2018:ARR.037) heeft het Hof artikel 79 van het decreet van het Waalse Gewest van 23 juni 2016 « houdende wijziging van het Milieuwetboek, van het Waterwetboek en van verscheidene decreten inzake afvalstoffen en milieuvergunning » vernietigd, in zoverre het artikel 8bis, § 1, eerste lid, invoegde in het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996.

Het door het Hof vernietigde artikel 8bis, § 1, eerste lid, van het decreet van 27 juni 1996 bepaalde :

« De Regering kan de in artikel 2, 20° [lees : 20°bis], bedoelde personen die goederen, producten of grondstoffen op de markt brengen in Wallonië, aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderwerpen ».

B.5.2. Bij dat arrest heeft het Hof geoordeeld :

« B.9.1. Uit de combinatie van de bestreden bepaling met artikel 2, 20°bis, van het decreet van 27 juni 1996 volgt dat de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die bij het bestreden decreet is ingevoerd, geldt voor ' elke natuurlijke of rechtspersoon die een product al dan niet onder zijn eigen merk vervaardigt of invoert en het hetzij voor eigen gebruik binnen zijn industriële of handelsinrichtingen bestemt, hetzij op de Waalse markt brengt, ongeacht de aangewende techniek van verkoop, al dan niet op afstand ' en voor elke ' natuurlijke of rechtspersoon die producten doorverkoopt die door andere leveranciers onder zijn eigen merk zijn vervaardigd ', vanaf het ogenblik dat zij goederen, producten of grondstoffen op de Waalse markt brengen.

B.9.2. Handelend in het kader van de bevoegdheid inzake afvalstoffen die hem is toegewezen bij artikel 6, § 1, II, eerste lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is de decreetgever bevoegd om de omzetting te verzekeren van de voormelde Europese richtlijnen betreffende het beheer van bepaalde afvalstromen waarvoor een terugnameplicht bestaat die ten laste van de producenten moet worden gelegd. Het komt hem toe, in dat kader, nauwkeurig te bepalen welke aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderworpen personen moeten worden beschouwd als verantwoordelijk voor de terugname van de betrokken afvalstoffen.

B.10.1. Artikel 10 van de voormelde richtlijn 2006/66/EG en artikel 7, lid 1, van de voormelde richtlijn 2012/19/EU stellen elk doelstellingen vast die jaarlijks door de lidstaten moeten worden bereikt in termen van percentage van, respectievelijk, afgedankte batterijen en accu's en afgedankte elektrische en elektronische apparatuur die moeten worden ingezameld in verhouding tot het aantal overeenstemmende producten die in elke lidstaat op de markt zijn gebracht.

B.10.2. Rekening houdend met het feit dat er voor de beoogde producten geen gewestelijke submarkten zijn, dat de door de Europese richtlijnen opgelegde inzamelingspercentages op het gehele Belgische grondgebied moeten worden bereikt en dat de terugnameplicht voor alle producenten moet gelden, lijkt het onvermijdelijk dat de gewesten

in overleg definities aannemen van de als producent beschouwde persoon die verantwoordelijk is voor de inzameling en de verwerking van alle elektrische of elektronische apparatuur en van elke batterij of accu die hij op de Belgische markt brengt, zodat de verplichtingen inzake afval dat onderworpen is aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, ten laste worden genomen door één persoon die is aangewezen als de verantwoordelijke producent ervan. Dat geldt des te meer omdat de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid ook een financiële verplichting kan inhouden, in de vorm van bijdragen die worden betaald aan het eco-organisme waarbij de producent zich heeft aangesloten. Aangezien, onder voorbehoud van hetgeen hierna zal worden onderzocht, de gewesten bevoegd zijn om bepalingen aan te nemen voor onder meer de financiering van de plicht van de producenten en de berekening van de bijdragen die worden betaald aan de eco-organismen welke die verplichting moeten nakomen, is het aangewezen dat elke situatie die valt onder de decreetgeving op de afvalstoffen die aan een terugnameplicht onderworpen zijn, door één enkele gewestwetgever wordt geregeld, wat impliceert dat de criteria voor de afbakening van de territoriale bevoegdheid van ieder van hen onderling coherent moeten zijn.

B.10.3. De aanneming door de decreetgever van het Waalse Gewest, zonder voorafgaand overleg met de wetgevers van de andere gewesten, van een definitie van het begrip ' producent die onderworpen is aan de uitgebreide verantwoordelijkheid ', in zoverre zij de Belgische Staat mogelijkerwijs belemmert om de doelstellingen te bereiken die hem door de Europese Unie worden opgelegd, schendt het beginsel van federale loyaliteit dat is gewaarborgd bij artikel 143, § 1, van de Grondwet, in samenhang gelezen met de in het middel aangevoerde bepalingen ».

B.6.1. Bij zijn arrest nr. 163/2020 van 17 december 2020 (ECLI:BE:GHCC:2020:ARR.163) heeft het Hof artikel 76, 1°, van het programmadecreet van het Waalse Gewest van 17 juli 2018 « houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting » vernietigd.

Bij het door het Hof vernietigde artikel 76, 1°, van het programmadecreet van 17 juli 2018 werd in artikel 8bis, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 een eerste lid ingevoegd, dat luidde als volgt :

« De Regering kan uitgebreide aansprakelijkheidsregelingen voor producenten [lees : regelingen van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid] vaststellen ».

B.6.2. Bij dat arrest heeft het Hof, verwijzend naar het voormelde arrest nr. 37/2018, geoordeeld :

« B.9. De bestreden bepaling machtigt de Waalse Regering ertoe een regeling van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vast te stellen wat afvalstoffen betreft die ook in de andere gewesten onderworpen zijn of kunnen worden onderworpen aan een regeling van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid [...]. In die omstandigheden, los van elke specifieke Unierechtelijke norm waarbij per lidstaat doelstellingen worden opgelegd op het vlak van afvalinzamelingspercentages, is het geboden dat de gewesten in onderling overleg definities van het begrip ' producent ' aannemen zodat elke situatie die valt onder de decreetgeving met betrekking tot de afvalstoffen die aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid zijn onderworpen, door één enkele gewestwetgever wordt geregeld en dat alle, inzonderheid financiële, verplichtingen met betrekking tot elke afvalstof die aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid is onderworpen, ten laste worden genomen door één enkele persoon die als verantwoordelijke producent is aangewezen.

B.10. Om de voormelde redenen alsook om dezelfde redenen als die welke zijn vermeld in het in B.7 vermelde arrest, is het enige middel gegrond ».

B.7.1. De bestreden bepaling strekt ertoe het begrip « aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderworpen producent van producten » inzake afvalbeheer te definiëren. Zoals het Hof bij de twee voormelde arresten heeft geoordeeld, houdt de bij artikel 143, § 1, van de Grondwet opgelegde inachtneming van de federale loyaliteit in dat die definities in onderling overleg worden aangenomen door de gewesten, opdat elke situatie die valt onder de decreetgeving met betrekking tot de afvalstoffen die aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid zijn onderworpen, door één enkele gewestwetgever wordt geregeld en opdat alle, inzonderheid financiële, verplichtingen met betrekking tot elke afvalstof die aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid is onderworpen, ten laste worden genomen door één enkele persoon die als verantwoordelijke producent is aangewezen.

B.7.2. Het blijkt niet dat het ontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 9 maart 2023, voor overleg werd voorgelegd aan de twee andere gewesten en dat die gewesten de mogelijkheid hebben gehad een standpunt in te nemen over de daarin vervatte definities. Hoewel uit het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State en uit de uitleg van de Waalse Regering blijkt dat op het ogenblik van de wetgevingsprocedure die tot het aannemen van het decreet van 9 maart 2023 heeft geleid, onderhandelingen met de twee andere gewesten aan de gang waren met als doel het sluiten van een samenwerkingsakkoord over, onder meer, de definitie van het begrip « aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderworpen producent van producten », was dat samenwerkingsakkoord, op het ogenblik van het aannemen van het decreet, nog niet ondertekend en had het, *a fortiori*, nog niet de parlementaire instemming verkregen. Daaruit vloeit voort dat niet kan worden geoordeeld dat de bestreden bepaling werd aangenomen nadat met de twee andere gewesten overleg heeft plaatsgevonden over de definitie van het begrip « aan de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid onderworpen producent van producten ».

B.8. De bestreden bepaling kan dus worden beschouwd als gelijkaardig, in de zin van artikel 20, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, aan de bij de arresten nrs. 37/2018 en 163/2020 vernietigde bepalingen, aangezien zij hetzelfde onderwerp als die bepalingen heeft en aangezien zij door hetzelfde grondwettigheidsgebrek is aangetast als hetwelk tweemaal door het Hof is vastgesteld in de voormelde arresten.

B.9.1. De vordering tot schorsing in hoofdorde is gegrond. Artikel 123, § 1, 24° tot 28°, van het decreet van 9 maart 2023 dient te worden geschorst.

B.9.2. Bijgevolg dient de vordering tot schorsing in ondergeschikte orde niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

schorst artikel 123, § 1, 24° tot 28°, van het decreet van het Waalse Gewest van 9 maart 2023 « betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid ».

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 11 januari 2024.

De griffier,
N. Dupont

De voorzitter,
P. Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2024/000048]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 5/2024 vom 11. Januar 2024

Geschäftsverzeichnisnummer 8086

In Sachen: Klage auf teilweise einstweilige Aufhebung des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. März 2023 « über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit », erhoben von der VoG « Recupel » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten P. Nihoul und L. Lavrysen, und den Richtern S. de Bethune, E. Bribosia, W. Verrijdt, K. Jadin und M. Plovie, unter Assistenz des Kanzlers N. Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten P. Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 5. Oktober 2023 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Oktober 2023 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf teilweise einstweilige Aufhebung des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. März 2023 « über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Juli 2023, Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Oktober 2023): die VoG « Recupel », die VoG « Bebat », die VoG « Recytyre », die VoG « Techlink », die VoG « Agoria », die VoG « Traxio », die VoG « Groupement professionnel belge des Importateurs et Concessionnaires d'Usines d'Outillage », die VoG « Fédération Belge des Fournisseurs de Machines, Bâtiments et Equipements et services connexes pour l'Agriculture et les Espaces verts » und die « Sortbat » AG, unterstützt und vertreten durch RA D. Lagasse, in Brüssel zugelassen.

Mit derselben Klageschrift beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die teilweise Nichtigerklärung desselben Dekrets.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die Klagen auf einstweilige Aufhebung

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen in der Hauptsache die einstweilige Aufhebung von Artikel 123 § 1 Nrn. 24 bis 28 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. März 2023 « über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit » (nachstehend: Dekret vom 9. März 2023). Diese Klage auf einstweilige Aufhebung stützt sich auf Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof (nachstehend: Sondergesetz vom 6. Januar 1989).

Hilfsweise beantragen die klagenden Parteien die einstweilige Aufhebung der Artikel 123 § 1 Nrn. 24 bis 28, 127 § 1, 128 § 2, 129 § 1, 132 § 1, 137 § 1, 138 § 1 Nrn. 6 und 7, 140, 159 Nr. 2, 160 Nrn. 1 und 9, 204 Nr. 39, 269 und 271 § 1 des Dekrets vom 9. März 2023. Diese Klage auf einstweilige Aufhebung stützt sich auf Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof

B.1.2. Die klagenden Parteien führen an, dass es die einstweilige Aufhebung von Artikel 123 § 1 Nrn. 24 bis 28 des Dekrets vom 9. März 2023, die sie hauptsächlich beantragen, ermöglichen würde, den gesamten Titel 2 dieses Dekrets für unanwendbar zu erklären. Die Wallonische Regierung widerspricht dieser Behauptung nicht.

In Bezug auf Titel 2 des Dekrets vom 9. März 2023

B.2.1. Durch das Dekret vom 9. März 2023 wird das Dekret der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 « über die Abfälle » (nachstehend: Dekret vom 27. Juni 1996), aufgehoben und ersetzt, um die Rechtsvorschriften der Wallonischen Region in Bezug auf das Abfallrecht zu modernisieren und in die wallonische Dekretgebung die zahlreichen in diesem Bereich angenommenen Bestimmungen des europäischen Rechts aufzunehmen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2022-2023, Nr. 1180/1, S. 4). Durch Titel 2 des Dekrets vom 9. März 2023 wird das System der erweiterten Herstellerverantwortung abgeändert, das seinen Ursprung in der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 « über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien », abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2018/851 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 « zur Änderung der Richtlinie 2008/98/EG über Abfälle » hat.

B.2.2. Die Regelung der erweiterten Herstellerverantwortung besteht aus einem « Bündel an Maßnahmen, um dafür zu sorgen, dass die Hersteller von Produkten die finanzielle Verantwortung oder die finanzielle und organisatorische Verantwortung für die Bewirtschaftung in der Abfallphase des Produktlebenszyklus übernehmen » (Artikel 123 § 1 Nr. 1 des Dekrets vom 9. März 2023). Diese Regelung gilt für die in Artikel 121 § 2 des Dekrets vom 9. März 2023 aufgezählten Abfälle, unter denen sich Abfälle aus Elektro- und Elektronik-Geräten (EEE), Altbatterien und -akkumulatoren und Altfahrzeuge befinden. Diese Regelung umfasst eine Reihe von Pflichten, die den Herstellern der erwähnten Produkte auferlegt werden.

Gemäß Artikel 127 § 2 des Dekrets vom 9. März 2023 kann der Produkthersteller entweder seine Verpflichtungen selbst über einen individuellen Strategieplan erfüllen, oder seine Verpflichtungen « über eine Organisation erfüllen lassen, die gemäß Kapitel 2, Abschnitt 5 und Kapitel 5 [von Titel 2] und deren Durchführungsmaßnahmen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte von der Verwaltung oder der Regierung auf Verwaltungsbeschwerde zugelassen wurde und der er beigetreten ist - in diesem Fall wird davon ausgegangen, dass er seine Verpflichtungen erfüllt, sobald und solange er nachweist, dass er direkt oder über eine zu seiner Vertretung berechnete Person mit dieser zugelassenen Stelle einen Vertrag geschlossen hat ».

*In Bezug auf die hauptsächlich erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung**In Bezug auf die angefochtene Bestimmung*

B.3. Die hauptsächlich erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung richtet sich gegen Artikel 123 § 1 Nrn. 24 bis 28 des Dekrets vom 9. März 2023. Artikel 123 enthält die Definitionen, die zu Titel 2 des Dekrets gehören.

In den Nrn. 24 bis 28 von Paragraph 1 dieses Artikels sind definiert:

« 24° ' Produkthersteller ': jede in 25°, 26°, 27° oder 28° genannte Person nach der betreffenden Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte;

25° ' Hersteller von EEE-Produkten ': jede natürliche oder juristische Person, die, unabhängig von der angewandten Verkaufstechnik, einschließlich des Distanzgeschäfts gemäß den Bestimmungen von Artikel 1.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs Folgendes erfüllt:

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und stellt unter seinem eigenen Namen oder unter seiner eigenen Marke EEE her oder lässt EEE konzipieren und herstellen und vermarktet sie unter seinem eigenen Namen oder unter seinem eigenen Marke auf dem Gebiet Belgiens;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und verkauft - unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke - Geräte weiter, die von anderen Lieferanten hergestellt wurden, wobei der Wiederverkäufer nicht als 'Hersteller' betrachtet werden darf, wenn die Marke des Herstellers auf dem Gerät gemäß Buchstabe *a*) zu finden ist;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und bringt gewerbsmäßig EEE aus einem dritten Land auf den belgischen Markt oder

ist außerhalb des Gebiets Belgiens niedergelassen und verkauft EEE über Distanzgeschäft im Sinne von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs direkt oder über einen Online-Marktplatz an Privathaushalte oder andere Nutzer als Privathaushalte in Belgien;

26° 'Hersteller von Batterien oder Akkumulatoren': jede Person, die unabhängig von der angewandten Verkaufstechnik, einschließlich des Distanzgeschäfts gemäß den Bestimmungen von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs, Batterien oder Akkumulatoren, einschließlich solcher, die in Geräten oder Fahrzeugen verbaut sind, zum ersten Mal auf dem Gebiet Belgiens gewerbsmäßig auf den Markt bringt, unabhängig davon, ob für den Eigenverbrauch oder nicht;

27° 'Fahrzeughersteller': der Hersteller eines Fahrzeugs oder der gewerbsmäßige Importeur eines Fahrzeugs auf das Gebiet Belgiens;

28° 'Hersteller anderer Produkte': jede natürliche oder juristische Person, die, unabhängig von der Verkaufstechnik, einschließlich des Distanzgeschäfts im Sinne von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs Folgendes erfüllt:

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und stellt ein anderes als das in 5° bis 7° genannte Produkt unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke her oder lässt es entwerfen oder herstellen und vermarktet es unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke auf dem Gebiet Belgiens;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und verkauft - unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke - ein anderes Produkt weiter als jene, die in 5° bis 7° angeführt sind, welches von anderen Lieferanten hergestellt wurde, wobei der Wiederverkäufer nicht als Hersteller betrachtet werden darf, wenn die Marke des Herstellers auf dem Produkt gemäß Buchstabe *a*) zu finden ist;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und bringt gewerbsmäßig ein anderes Produkt auf den Markt als jene, die in 5° bis 7° angeführt sind, welches aus einem dritten Land stammt;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und erzeugt oder importiert ein anderes Produkt als in 5° bis 7° angeführt und verwendet es für die Eigennutzung - dies erfolgt gewerbsmäßig auf dem Gebiet Belgiens;

ist außerhalb des Gebiets Belgiens niedergelassen und verkauft ein anderes Produkt als in 5° bis 7° angeführt über eine Technik zum Distanzgeschäft im Sinne von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs und zwar direkt oder über Vermittlung eines Online-Marktplatzes an Privathaushalte oder andere Nutzer als Privathaushalte auf dem Gebiet Belgiens ».

In Bezug auf die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.4.1. Die klagenden Parteien gründen ihre Klage auf einstweilige Aufhebung auf Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, der bestimmt:

« Unbeschadet des Artikels 16ter des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und des Artikels 5ter des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen kann die einstweilige Aufhebung nur beschlossen werden:

[...]

wenn eine Klage gegen eine Norm eingereicht wird, die mit einer vom Gerichtshof bereits für nichtig erklärten Norm identisch oder ihr ähnlich ist und vom selben Gesetzgeber verabschiedet wurde ».

B.4.2. Der Abänderungsantrag, der dazu geführt hat, durch das Sondergesetz vom 9. März 2003 die Wörter « oder ihr ähnlich » in den Text von Artikel 20 Nr.2 einzufügen, wurde folgendermaßen begründet:

« Cette modification vise à renforcer l'autorité des arrêts de la Cour, en rendant une suspension aussi possible lorsqu'une instance législative tente de se soustraire à cette autorité en édictant de nouvelles normes, qui, s'il est vrai qu'elles ont été légèrement modifiées, ne permettent toujours pas, sur le fond, de lever les objections qui ont conduit la Cour d'arbitrage à prendre un précédent arrêt d'annulation. En pareil cas, il n'y a aucune raison d'exclure la procédure de suspension, ce que l'on faisait jusqu'à présent, en raison de la rigidité de la formulation de l'article 20 » (*Parl. Dok., Senat, 2001-2002, Nr. 2-897/4, S. 10*).

B.4.3. Wenn die einstweilige Aufhebung aufgrund von Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 beantragt wird, muss der Gerichtshof weder die ernsthafte Beschaffenheit der Klagegründe, noch das Bestehen der Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils prüfen; vielmehr muss er prüfen, ob die angefochtene Bestimmung mit einer vom selben Gesetzgeber verabschiedeten und zuvor vom Gerichtshof für nichtig erklärten Bestimmung identisch oder ihr ähnlich ist.

In Bezug auf die identische oder ähnliche Beschaffenheit der angefochtenen Norm mit für nichtig erklärten Normen

B.5.1. Durch seinen Entscheid Nr. 37/2018 vom 22. März 2018 (ECLI:BE:GHCC:2018:ARR.037) hat der Gerichtshof Artikel 79 des Dekrets der Wallonischen Region vom 23. Juni 2016 « zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung », insoweit er in das Dekret der Wallonischen Region vom 27. Juni 1996 über die Abfälle Artikel 8bis § 1 Absatz 1 einfügt, für nichtig erklärt.

Der vom Gerichtshof für nichtig erklärte Artikel 8bis § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 bestimmte:

« Die Regierung kann die in Artikel 2 Ziffer 20 [zu lesen ist: 20bis] genannten Personen, die in der Wallonie Güter, Produkte oder Rohstoffe auf den Markt bringen, der erweiterten Herstellerverantwortung unterwerfen ».

B.5.2. In diesem Entscheid hat der Gerichtshof entschieden:

« B.9.1. Aus der Verbindung der angefochtenen Bestimmung mit Artikel 2 Ziffer 20bis des Dekrets vom 27. Juni 1996 ergibt sich, dass die durch das angefochtene Dekret eingeführte erweiterte Herstellerverantwortung 'jeder natürlichen oder juristischen Person, die unter ihrem eigenen Warenzeichen oder nicht ein Produkt herstellt oder einführt und es entweder für den eigenen Gebrauch in ihren Industrie- oder Geschäftsbetrieben einsetzt oder auf den wallonischen Markt bringt, unabhängig von der Verkaufsmethode, im Fernabsatz oder nicht, ' und jeder ' natürlichen oder juristischen Person, die von anderen Anbietern hergestellte Produkte unter ihrem eigenen Warenzeichen weiterverkauft, ' ab dem Zeitpunkt obliegt, zu dem sie Güter, Produkte oder Rohstoffe auf den wallonischen Markt bringen.

B.9.2. Der Dekretgeber, der im Rahmen der Zuständigkeit im Bereich Abfälle handelt, die ihm durch Artikel 6 § 1 II Absatz 1 Ziffer 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen übertragen wurde, ist für die Umsetzung der vorgenannten europäischen Richtlinien über die Verwaltung von bestimmten Abfallströmen zuständig, für die eine Rücknahmepflicht besteht, die den Herstellern auferlegt werden muss. Es ist in diesem Rahmen seine Aufgabe, genau zu bestimmen, welche Personen der erweiterten Herstellerverantwortung, die für die Rücknahme der betreffenden Abfälle als verantwortlich anzusehen sind, unterliegen.

B.10.1. In Artikel 10 der vorgenannten Richtlinie 2006/66/EG und in Artikel 7 Absatz 1 der vorgenannten Richtlinie 2012/19/EU sind jeweils Ziele in Form von Sammelquoten für Altbatterien und Altakkumulatoren bzw. Elektro- und Elektronik-Altgeräten festgelegt, die im Verhältnis zu den entsprechenden Produkten, die in dem einzelnen Mitgliedstaat in Verkehr gebracht wurden, jährlich von den Mitgliedstaaten erreicht werden müssen.

B.10.2. Angesichts dessen, dass es für die fraglichen Produkte keine sub-regionalen Märkte gibt, dass die von den europäischen Richtlinien vorgeschriebenen Sammelquoten im gesamten belgischen Staatsgebiet erreicht werden müssen und dass die Rücknahmepflicht allen Herstellern aufzuerlegen ist, scheint es unvermeidbar zu sein, dass die Regionen in abgestimmter Weise Definitionen für die Person festlegen, die als Hersteller gilt und für die Sammlung und Behandlung von Elektro- oder Elektronik-Geräten und Batterien oder Akkumulatoren verantwortlich ist, die auf den belgischen Markt gebracht wurden, so dass die mit jedem der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegenden Abfall verbundenen Pflichten von einer Person übernommen werden, die als dessen verantwortlicher Hersteller benannt ist. Dies gilt umso mehr, als die erweiterte Herstellerverantwortung ebenfalls finanzielle Pflichten in Form von Beiträgen umfassen kann, die an die Umwelteinrichtung, der der Hersteller beigetreten ist, gezahlt werden. Da die Regionen, vorbehaltlich der nachstehenden Ausführungen, dafür zuständig sind, Maßnahmen zu ergreifen, die insbesondere die Finanzierung der Herstellerpflichten und die Berechnung der Beiträge regeln, die an die Umwelteinrichtungen, die diese Pflicht übernehmen, zu zahlen sind, ist es angezeigt, dass jede Situation, die unter die Dekretgebung über Abfälle, die der Rücknahmepflicht unterliegen, fällt, von einem regionalen Gesetzgeber geregelt wird, was voraussetzt, dass die Kriterien zur Eingrenzung der territorialen Zuständigkeit von jedem von ihnen miteinander in Einklang stehen.

B.10.3. Die Festlegung einer Definition des Herstellers, der der erweiterten Herstellerverantwortung unterworfen ist, durch den Dekretgeber der Wallonischen Region ohne vorherige Absprache mit den Gesetzgebern der anderen Regionen verstößt in Verbindung mit den geltend gemachten Bestimmungen gegen den Grundsatz der föderalen Loyalität, der in Artikel 143 § 1 der Verfassung garantiert ist, da sie möglicherweise die Erreichung der von der Europäischen Union vorgegebenen Ziele durch den belgischen Staat behindert ».

B.6.1. Durch seinen Entscheid Nr. 163/2020 vom 17. Dezember 2020 (ECLI:BE:GHCC:2020:ARR.163) hat der Gerichtshof Artikel 76 Nr. 1 des Programmdekrets der Wallonischen Region vom 17. Juli 2018 « zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in den Bereichen Beschäftigung, Ausbildung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen » für nichtig erklärt.

Der vom Gerichtshof für nichtig erklärte Artikel 76 Nr. 1 des Programmdekrets vom 17. Juli 2018 fügte in Artikel 8bis § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 einen folgendermaßen lautenden Absatz 1 ein:

« Die Regierung kann eine erweiterte Herstellerverantwortung einführen ».

B.6.2. Durch diesen Entscheid hat der Gerichtshof unter Bezugnahme auf den Entscheid Nr. 37/2018 geurteilt:

« B.9. Mit der angefochtenen Bestimmung wird die Wallonische Regierung ermächtigt, Regelungen über die erweiterte Herstellerverantwortung in Bezug auf Abfälle einzuführen, die ebenfalls in den anderen Regionen einer solchen erweiterten Herstellerverantwortung unterliegen oder unterliegen können. Unter diesen Umständen ist es, unabhängig von jeder spezifischen Norm des Rechts der Union, mit der Ziele hinsichtlich der Abfallsammelquote je Mitgliedstaat vorgeschrieben werden, erforderlich, dass die Regionen in abgestimmter Weise Definitionen des Begriffs des 'Herstellers' festlegen, sodass alle Situationen, die unter die Dekretgebung über Abfälle, die der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegen, fallen, von einem einzigen Regionalgesetzgeber geregelt werden und sodass die Pflichten, insbesondere finanzieller Art, die mit jedem der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegenden Abfall verbunden sind, von einer einzigen Person übernommen werden, die als dessen verantwortlicher Hersteller benannt ist.

B.10. Aus den vorerwähnten Gründen sowie aus den gleichen Gründen wie den in dem in B.7 zitierten Entscheid des Gerichtshofes Nr. 37/2018 genannten ist der einzige Klagegrund begründet ».

B.7.1. Die angefochtene Bestimmung bezweckt, eine Definition für den Begriff « Hersteller, der der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegt » auf dem Gebiet der Abfallbewirtschaftung festzulegen. Wie der Gerichtshof in den zwei vorerwähnten Entscheiden geurteilt hat, erfordert es die nach Artikel 143 § 1 der Verfassung vorgeschriebene Einhaltung der föderalen Loyalität, dass diese Definitionen von den Regionen in abgestimmter Weise festgelegt werden, sodass alle Situationen, die unter die Dekretgebung über Abfälle, die der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegen, fallen, von einem einzigen Regionalgesetzgeber geregelt werden und sodass die Pflichten, insbesondere finanzieller Art, die mit jedem der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegenden Abfall verbunden sind, von einer einzigen Person übernommen werden, die als dessen verantwortlicher Hersteller benannt ist.

B.7.2. Es ist nicht erkennbar, dass der Entwurf, der zum Dekret vom 9. März 2023 geführt hat, den anderen beiden Regionen für eine Konzertierung übermittelt worden ist und dass diese Regionen die Möglichkeit gehabt haben, einen Standpunkt zu den darin enthaltenen Definitionen einzunehmen. Zwar geht aus dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates und den Erläuterungen der Wallonischen Regierung hervor, dass zum Zeitpunkt des Gesetzgebungsverfahrens, das zur Annahme des Dekrets vom 9. Mai 2023 geführt hat, Verhandlungen mit den beiden anderen Regionen liefen, um ein Zusammenarbeitsabkommen abzuschließen, das sich unter anderem auf die Definition des Begriffs « Hersteller, der der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegt » bezieht, dass aber dieses Zusammenarbeitsabkommen noch nicht unterzeichnet worden war und zum Zeitpunkt der Annahme des Dekrets erst recht nicht die parlamentarischen Zustimmungen erhalten hatte. Daraus ergibt sich, dass nicht davon ausgegangen werden kann, dass die angefochtene Bestimmung angenommen wurde, nachdem eine Konzertierung zur Definition des « Herstellers », der der erweiterten Herstellerverantwortung unterliegt, mit den beiden anderen Regionen stattgefunden hat.

B.8. Die angefochtene Bestimmung kann folglich als ähnlich zu den durch die Entscheide Nrn. 37/2018 und 163/2020 für nichtig erklärten Bestimmungen im Sinne von Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 angesehen werden, da sie denselben Gegenstand wie diese Bestimmungen hat und sie mit demselben Mangel der Verfassungswidrigkeit behaftet ist wie dem vom Gerichtshof zweimal in den vorerwähnten Entscheiden festgestellten Mangel.

B.9.1. Die in der Hauptsache erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung ist begründet. Artikel 123 § 1 Nrn. 24 bis 28 des Dekrets vom 9. März 2023 ist einstweilig aufzuheben.

B.9.2. Folglich ist die hilfsweise erhobene Klage auf einstweilige Aufhebung nicht zu prüfen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

hebt Artikel 123 § 1 Nrn. 24 bis 28 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. März 2023 « über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit » einstweilig auf.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 11. Januar 2024.

Der Kanzler,
N. Dupont

Der Präsident,
P. Nihoul

RAAD VAN STATE

[C – 2024/000282]

Bericht voorgeschreven bij artikel 3^{quater} van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspreek van de Raad van State

Tegen de beslissing van 17 november 2021 waarbij de gemeenteraad van Bergen toestemming verleent voor de wijziging van de gemeenteweg, zoals aangeduid op het plan met als opschrift „Plan de délimitation“, genummerd „blad 1/1“, op 11 mei 2021 opgemaakt door Gregory Rogge, ingenieur landmeter-ambtenaar, waarbij het gemeentelijk openbaar domein gedeeltelijk wordt uitgebreid ter hoogte van het goed gelegen Impasse du Fisch Club 1, kadastraal bekend of bekend geweest Bergen, vijfde afdeling, sectie C, nr. 2 v17, is een beroep tot nietigverklaring ingesteld.

Deze zaak is ingeschreven onder rolnummer G/A. 240.642/XIII-10.199.
Gr. Delannay,
Hoofdgriffier.

CONSEIL D'ÉTAT

[C – 2024/000282]

Avis prescrit par l'article 3^{quater} de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État

Une requête en annulation a été introduite contre la décision du 17 novembre 2021 par laquelle le conseil communal de Mons autorise la modification de la voirie communale, telle qu'identifiée sur le plan intitulé « Plan de délimitation », numéroté « Feuille n° 1/1 », dressé par Gregory Rogge, ingénieur géomètre fonctionnaire, le 11 mai 2021, élargissant partiellement le « domaine public communal au droit du bien sis n°1, Impasse du Fisch Club — cadastré ou l'ayant été Mons, 5e division, section C, n°2 v17.

Cette affaire est inscrite au rôle sous le numéro G/A. 240.642/XIII-10.199.
Gr. Delannay,
Greffier en chef.

STAATSRAT

[C – 2024/000282]

Bekanntmachung, vorgeschrieben durch Artikel 3^{quater} des Erlasses des Regenten vom 23. August 1948 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungstreitsachenabteilung des Staatsrats

Eine Nichtigkeitsklage wurde gegen die Entscheidung vom 17. November 2021 eingereicht, mit der der Gemeinderat von Mons die Abänderung des Gemeindewegs genehmigt, wie sie auf dem vom Beamten Ingenieur Landmesser Gregory Rogge am 11. Mai 2021 erstellten und „Feuille n° 1/1“ nummerierten Plan mit der Überschrift „Plan de délimitation“ identifiziert wird, durch den das kommunale öffentliche Eigentum auf der Höhe des Nr. 1, Impasse du Fish Club gelegenen Gutes, das Mons, Gemarkung 5, Flur C, Nr. 2 v17 katastriert wird oder worden ist, teilweise erweitert wird.

Diese Sache wurde unter der Nummer G/A. 240.642/XIII-10.199 in die Liste eingetragen.
Gr. Delannay,
Chefgriffier,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2024/200036]

Vergelijkende selectie van Franstalige Teamverantwoordelijke budget (m/v/x) (niveau A2) voor de Veiligheid van de Staat. — Selectienummer: AFG23432

Solliciteren kan tot en met 29/01/2024 via www.werkenvoor.be.

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorwaarden, selectieprocedure,...) is beschikbaar bij FOD BOSA via www.werkenvoor.be. Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

Een lijst van laureaten, geldig voor 1 jaar, zal na de selectie worden opgesteld.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2024/200036]

Sélection comparative de Responsables d'équipe Budget (m/f/x) (niveau A2) francophones pour la Sécurité de l'État. — Numéro de sélection : AFG23432

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 29/01/2024 inclus via www.travaillerpour.be.

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SPF BOSA via www.travaillerpour.be. Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.

Une liste de lauréats valable 1 an, sera établie après la sélection.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2023/206875]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige Bachelors (m/v/x) (niveau B) voor Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. — Selectienummer: ANG23570

Solliciteren kan tot en met 05/02/2024 via www.werkenvoor.be.

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorwaarden, selectieprocedure,...) is beschikbaar bij FOD BOSA via www.werkenvoor.be.

Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2023/206875]

Sélection comparative de Bacheliers (m/f/x) (niveau B), néerlandophones, pour l'ONSS. — Numéro de sélection : ANG23570

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 05/02/2024 inclus via www.travaillerpour.be.

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SPF BOSA via www.travaillerpour.be.

Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.